



CGT Finances Publiques Aveyron

Déclaration liminaire CSAL du Mardi 22 Septembre

LA HONTE !

C'est aujourd'hui le sentiment qui domine chez de nombreux agents de la DGFIP.

La honte de voir une administration qui exige de ses agents rigueur, sécurité, confidentialité et exemplarité, alors qu'elle semble incapable de s'appliquer à elle-même ces mêmes exigences.

Depuis plusieurs années, les agents alertent sur la multiplication des piratages, failles de sécurité, données exposées, dysfonctionnements informatiques, erreurs dans les applications et anomalies fiscales, notamment avec GMBI. À chaque fois, les agents sont en première ligne : ils doivent répondre aux usagers, expliquer des situations incompréhensibles, corriger les erreurs et gérer les conséquences de décisions qu'ils n'ont pas prises.

Pendant ce temps, crânement, systématiquement, avec redondance, la Direction Générale continue de parler de modernisation, de performance, de dématérialisation et de qualité de service :

- **Mais quelle performance lorsque les outils ne fonctionnent pas ?**
- **Quelle modernisation lorsque les agents passent leur temps à contourner les dysfonctionnements ?**
- **Quelle qualité de service lorsque l'administration produit elle même les erreurs que les agents doivent ensuite réparer ?**

Les agents ne refusent ni la modernisation, ni l'évolution de leurs missions. Ils refusent en revanche de devenir le service après-vente d'un système informatique défaillant et de porter la responsabilité de dysfonctionnements dont ils ne sont ni responsables ni décisionnaires.

Cette situation est d'autant plus inacceptable que les agents doivent déjà faire face aux suppressions d'emplois, à l'augmentation de la charge de travail, à la multiplication des missions et à la dégradation de leurs conditions d'exercice. On leur demande toujours davantage, avec toujours moins de moyens, puis encore davantage lorsque les outils dysfonctionnent. Si la confiance des agents envers leur administration est profondément atteinte, **celle des usagers l'est également. Or, la confiance ne se décrète pas dans une communication institutionnelle : elle se mérite.**

La course à la dématérialisation soulève également de sérieuses interrogations. La facturation électronique, notamment, pose des questions de sécurité, de souveraineté, de protection des données et de continuité du service public, avec le recours à des plateformes privées, dont certaines basées à l'étranger. L'État aurait dû privilégier une solution publique, sécurisée, accessible et gratuite, garantissant une véritable maîtrise des données économiques et fiscales des entreprises.

La décision de ne plus accepter le paiement par chèques ou en numéraire illustre également une logique de réduction des coûts qui fait peser une nouvelle contrainte sur les usagers et les agents. Le service public doit avant tout garantir des solutions accessibles et adaptées à toutes les situations.

À cela s'ajoutent les suppressions d'emplois et les restructurations annoncées ou envisagées. En Aveyron, nous ne serions concernés que par une fusion de service (CH Rodez et CH Millau). Mais l'arrivée programmée de l'Intelligence Artificielle annoncée avec force tambour et trompette par notre brillante directrice Verdié, va bousculer notre quotidien et nous amener à repenser la place du travailleur et du travail dans les organisations. Bien sûr à ce jour rien n'est prévu à ce sujet, preuve encore une fois que les agents sont uniquement considérés comme une variable d'ajustement.

Les agents de la DGFIP sont fiers de leur métier et de leur mission de service public. Ils n'ont pas honte de leur travail. Ce qu'ils dénoncent, ce sont des choix qui fragilisent progressivement l'administration et les conditions dans lesquelles ils doivent exercer leurs missions. L'augmentation sans limite des prix du carburant nous rappelle que le point d'indice est figé depuis des années, réclamer une augmentation dans ce contexte fait plus que sens.

Refusons de continuer à subir les injonctions contradictoires qui demandent toujours davantage aux agentes et aux agents tout en réduisant les moyens dont ils disposent au risque de leur santé et pour certains, trop nombreux, de leur vie.

**Tous ensemble, avec toute la fonction publique, protégeons le service public
Regroupements, fermetures : une nouvelle fois, les personnels risquent de payer le prix fort.
Tout comme les usagères et les usagers qui ont besoin de services publics accessibles, avec
des personnels suffisamment nombreux pour répondre aux situations.**

Exigeons une réelle proximité de notre service public et la fin des restructurations permanentes.

**La CGT Finances Publiques en inter-syndicale appelle l'ensemble des
personnels de la DGFIP à se mettre en grève et à rejoindre massivement
la mobilisation Fonction Publique.**

**Le 29 septembre, faisons entendre notre colère et
nos revendications ! Toutes et tous en grève !
RDV 14h30 Place d'ARMES**